

Juan CARLOS (Espagne)

PAROLES DE SA MAJESTE LE ROI A L'OCCASION DE L'OUVERTURE DE
L'ANNEE ACADEMIQUE AU COLLEGE D'EUROPE

Bruges, le 15 septembre 1994

Votre invitation à participer à la séance d'ouverture de l'année académique de ce Collège m'a rempli de joie et d'espoir. Cet espoir est croissant vu les importants moments que vit la construction de l'Europe dont la signification s'enrichira dans les années à venir.

En effet, le processus d'intégration de l'Europe se trouve à un stade particulièrement délicat. Les Européens et l'idée de l'Europe connaissent un certain malaise que nous ne pouvons ignorer. En cette fin de siècle, de grands changements, je dirais même bouleversements, sont en train de se produire dans le monde et spécialement en Europe. De grandes mutations sociologiques, démographiques et technologiques contribuent à ces changements. Ce processus est le résultat d'événements positifs, comme la fin de la Guerre Froide ou la réunification de l'Allemagne et d'éléments négatifs comme la crise économique dont nous sommes apparemment en train de sortir après bien des efforts.

Il s'agit d'un moment qui, bien qu'il présente des dangers pour l'Europe, nous offre aussi beaucoup de possibilités. Ce Collège n'est pas uniquement un excellent centre d'enseignement sinon un creuset de pensée européenne. Ce rôle va prendre une nouvelle importance car, de ce Collège, peuvent sortir des éléments importants pour conjurer ces dangers et tirer parti des chances offertes.

Pour cette nouvelle étape européenne, nous manquons peut-être de références, d'un modèle du passé qui puisse éclairer notre avenir. Ce n'est pas la première fois que l'Europe doit relever un défi de ce calibre mais cette fois, nous devons concevoir un nouveau modèle pour l'ensemble de l'Europe et non seulement pour une partie de celle-ci.

L'Europe doit, avant tout, prendre conscience de soi-même, comme le demandent, depuis cinquante ans, nos meilleurs penseurs, entre autres, en Espagne, Ortega et également Madariaga, qu'il est particulièrement opportun d'évoquer dans ce Collège qu'il créa avec Antoine Verleye et qu'il présida jusqu'en 1964, avant d'en assumer la présidence d'honneur.

J'évoque Salvador de Madariaga parmi d'autres personnalités car je pense que dans l'histoire de l'intégration européenne, les personnes ont un poids tout aussi important que les institutions. L'intégration européenne est également la résultante d'efforts, d'échanges de vue, de relations et d'audaces fructueuses entre des personnes déterminées.

Dans cette perspective, la nécessité de placer maintenant la personne au centre de la construction de la nouvelle Europe s'impose avec force.

Des progrès importants ont été réalisés dans ce sens avec l'introduction du concept de citoyenneté européenne dans le Traité de Maastricht. Ce concept lancé depuis l'Espagne doit être enrichi, appliqué et développé en pensant tant aux droits qu'aux devoirs qui en découlent.

Désormais, nous devons avancer davantage et essayer d'accorder l'attention requise à tous ceux qui vivent en Europe et qui ne sont pas tous des citoyens européens. Je fais allusion à l'immigration.

Il existe une migration qui me paraît particulièrement triste et grave, c'est celle qui est la conséquence de l'exil ou de la condition de réfugié politique. Le nombre et la situation de ces réfugiés sur l'ensemble de notre continent, suite à des tragédies comme celles qui se sont produites dans l'ex-Yougoslavie ou en maints autres lieux, constituent l'un des plus grands drames de l'Europe actuelle.

C'est une tragédie que nous avons connue en Espagne et dont j'ai un souvenir personnel et familial. Ce spectre réapparaît, non plus dans nos sociétés de l'Union Européenne, mais cette fois dans les sociétés de certains de nos voisins. L'intégration européenne est née pour mettre fin aux affrontements et à l'exil entre ses Etats membres et au sein de chacun d'eux et elle a atteint son but. Elle doit cependant être renforcée et élargie au reste du continent et au delà.

L'intégration européenne doit signifier qu'il n'y aura plus de Goya ou d'Einstein contraints à l'exil à cause de leur condition ou de leurs idées. Dans ce sens, l'intégration européenne doit être synonyme de réconciliation des différentes parties de l'Europe, tout comme elle a contribué à la réconciliation interne de l'Espagne.

Cette réconciliation ne pourra être menée à bien que si l'Europe sert son idéal de paix et de prospérité mais cette fois à niveau continentale et même au delà. C'est un idéal que nous devons transmettre aux jeunes, il s'agit donc aussi d'un défi pour la génération de leurs parents, c'est-à-dire, ma génération.

J'avais six ans quand le débarquement allié a eu lieu en Normandie. Je n'ai vécu consciemment ni la Seconde Guerre Mondiale ni la Guerre Civile espagnole qui, dans une large mesure, l'annonçait. Cependant pour ma génération, la construction européenne, l'intégration de l'Espagne à ces nouveaux schémas, représentaient une aspiration qui venait de loin. Cette aspiration fut comblée il y a huit ans.

L'Espagne ne figure pas parmi les pays fondateurs de la Communauté Européenne mais elle est l'un des pays conscients de la nécessité de rénover cette Communauté, cette Union.

Nombreux sont ceux qui ont dit que l'intégration européenne, depuis la création de la CECA en 1951 jusqu'au Traité de Maastricht, a été l'une des grandes inventions politiques positives de ce siècle qui est sur le point de s'éteindre et qui a connu des moments très sombres. Ce modèle d'intégration qui représente une grande contribution non seulement pour l'Europe peut aussi servir d'exemple à d'autres régions du monde.

Le véritable secret du succès de cette invention est le supranationalisme. Cette forme d'intégration ne fait disparaître ni les nations, ni les patriotismes et moins encore les Etats. Le supranationalisme sert à modérer, tempérer les excès des nationalismes, à respecter autrui, en vertu de deux principes qui sont à l'origine de toute cette construction : la tolérance et le compromis.

C'est ainsi que nous devons construire la famille européenne car c'est l'esprit de famille qui doit imprégner notre effort pour être "beaucoup d'abeilles mais un seul essaim", comme notre philosophe José Ortega y Gasset décrivait l'Europe, il y a longtemps déjà.

Cette intégration a aussi été originale car elle a généré des "solidarités de fait". Néanmoins, il semble que la méthode dont Jean Monnet fut le grand inspirateur doive faire l'objet d'une révision. Nous sommes, en effet, arrivés à la conviction qu'à ce moment crucial de l'histoire, les solidarités de fait ne peuvent plus découler mécaniquement de l'intégration économique mais doivent, au contraire être le résultat de décisions éminemment politiques.

L'intégration économique n'est pas terminée. Elle doit se poursuivre. Cependant, les décisions politiques que nous devons prendre touchent au plus profond des souverainetés nationales - la monnaie et les impôts au même au delà de l'économie, la politique étrangère - et cette Union Européenne doit reposer sur une Europe politique qui, dans une large mesure, nous fait encore défaut.

Ce sont des circonstances historiques tout à fait particulières qui ont fait que la construction européenne ait commencé par un groupe restreint de pays. Le succès de ce projet, la transition à la démocratie en Europe méridionale, la fin de la Guerre Froide et la normalisation graduelle des pays de l'Est sont à la base de l'élargissement par étapes de la Communauté et aujourd'hui de l'Union Européenne.

C'est un défi difficile à relever. En effet les élargissements de l'Union prévisibles à la fin de ce siècle ou au début du suivant font qu'un changement quantitatif devra trouver une traduction adéquate dans le domaine de la réalité communautaire.

Il s'agit d'une étape décisive pour la construction de l'Europe. 1996 devrait être l'année du grand bond en avant. Nous devons nous y préparer avec fermeté mais aussi avec sérénité, en étant conscients de notre horizon historique. Aujourd'hui, comme le disait Jacques Maritain en 1940 : "en certaines circonstances, les programmes 'minimalistes' sont censés être utopiques et aussi dangereux que les 'maximalistes'".

En 1996, nous construirons et reconstruirons l'Europe mais il s'agit d'un chantier sur lequel nous devons continuer à travailler pour améliorer notre construction.

Nous devons avancer dans l'intégration européenne en répondant aux attentes des citoyens européens. Nous devons faire le nécessaire pour progresser dans le bon fonctionnement de l'Union mais sans outrepasser certaines limites et sans que l'Union entre dans des terrains relevant d'autres instances ou propres à l'identité de chaque nation.

Nous savons quels sont les défis que l'Europe doit relever et il me paraît inutile de les énumérer ici. Cependant ce que, par définition, nous ne pouvons pas savoir, ce sont les défis non prévus ou imprévisibles. Nous les ignorons mais nous devons y faire face. C'est pour cette raison que nous avons besoin d'une Union souple, agile et forte. Il nous faut inventer une Europe qui soit à la fois chêne et roseau.

Nous devons avancer vers une Europe stimulante et solidaire entre ses membres et envers l'extérieur.

Stimulante car, que ce soit par le biais du Marché Unique que nous sommes en train de parachever, ou par le biais de la monnaie unique ou des politiques communes, l'intégration européenne devrait permettre d'améliorer le comportement de nos économies et de nos entreprises.

Nous devons penser davantage, à la compétitivité européenne, cadre indispensable de la compétitivité de chacun de nos pays. C'est pour cela que nous devons nous lancer dans des projets qui mettent en relief les avantages de l'économie d'échelle que nous sommes en train de mettre en place en Europe depuis des années. Je fais allusion ici aux projets de grands réseaux européens de communications et de transports.

L'Europe doit aussi être un modèle de solidarité interne. D'une part, nous devons défendre le cadre de solidarité sociale qui représente l'une des grandes conquêtes de l'homme et l'un des signes d'identité de l'Europe. C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles nous devons développer la politique sociale de l'Union.

C'est dans cet esprit que nous devons aussi affronter ensemble le grand fléau qui frappe nos sociétés en cette fin de siècle : le chômage. Nous devons faire tout notre possible pour augmenter l'emploi. Retrouver le chemin d'une croissance économique sûre et durable était une condition indispensable mais insuffisante. Nous devons continuer à moderniser nos systèmes économiques tout en recherchant de nouvelles activités qui aident à la création d'emplois.

Nous devons aussi avancer, d'un pas prudent mais décidé, vers une plus grande solidarité entre les Européens, en renforçant une politique de cohésion économique et sociale qui imprègne toutes les politiques communes de l'Union.

La solidarité européenne ne doit pas se limiter à nos frontières. La façon dont l'Europe établira ses relations avec les autres sera ce qui, dans une large mesure, la définira. Cette "seconde chance" que l'histoire donne à l'Europe - comme l'a dit Habermas - doit se traduire en esprit d'ouverture et de solidarité de l'Union Européenne. L'Europe ne doit pas se limiter à être ouverte, elle doit être ouverte à ce qui est différent.

Il ne faut pas créer de nouveaux murs. L'idée d'une Europe forteresse est dépassée depuis la fin de la Guerre Froide et les bouleversements mondiaux. L'Europe doit créer des partenariats avec d'autres régions du monde, en particulier avec ses voisins.

L'Europe ne peut progresser ni s'affermir tant que ses voisins seront victimes de la misère, de l'absence de futur ou de conflits. Nous avons fait des progrès dans ce sens. La Convention de Lomé est un modèle de coopération unique en son genre. Les accords avec nos voisins de l'Est et du Sud vont dans la bonne direction.

Nous avons besoin d'une Europe -- pas simplement d'une Union Européenne -- où on ne créera pas nouvelles frontières et où on ne déplacera pas les anciennes. Au contraire, il est nécessaire que les frontières deviennent de plus en plus perméables pour finalement perdre leur signification de séparation.

Être ou ne pas être Etat membre de l'Union ne doit pas se convertir en un dilemme tragique

ni en situation définitive. L'Union doit agir avec générosité et renforcer sa capacité d'intégration. Pour ceux qui souhaitent entrer dans l'Union ou avoir des relations plus étroites avec elle, il faudrait élaborer des schémas d'incorporation graduelle, des formules évolutives favorisant l'intégration des sociétés plutôt que celle des Etats.

Dans cette optique, nous devrions peut-être reprendre l'idée lancée par Ortega y Gasset en 1938 -- année importante pour l'Europe -- de la "grande maison européenne", de la "grande maison commune".

Bien que ce soit à eux qu'il incombe de prendre les grandes décisions, nous sommes en partie responsable du succès ou de l'échec des grandes transformations en cours dans les pays d'Europe Centrale et Orientale. Il faut rechercher l'intégration graduelle de ces pays et les aider pendant leurs transitions tout en développant l'intégration européenne. Vue la situation, nous n'avons pas le choix entre élargir et approfondir. Ce sont deux verbes qu'il faut conjuguer ensemble.

C'est un esprit similaire qui devrait imprégner nos relations avec les pays de l'ancienne Union Soviétique et en particulier la Russie.

Passer d'une politique de gestion de la confrontation à une politique de gestion de la coopération n'est pas chose facile. De part et d'autre, il faut surmonter des réflexes conditionnés, des façons de penser stéréotypées. Néanmoins, la coopération, que nous faisons progresser pas à pas, est la seule voie qui nous permettra de construire un nouvel ordre plus pacifique et rassurant tant en Europe que dans le monde en général.

Nous ne pouvons pas tourner le dos à la Russie et aux autres pays de l'ex-Union Soviétique. Il faut les incorporer aux schémas européens sans que le fait d'appartenir ou non à l'Union représente, comme nous l'avons déjà dit, un choix déchirant. L'accord de partenariat entre l'Union Européenne et la Russie et l'accord de partenariat pour la paix entre l'OTAN et la Russie, premières démarches vers le Plan de Stabilité en Europe, constituent un premier pas dans la bonne direction.

Notre politique de coopération ne doit pas oublier les pays tiers de la Méditerranée, qui doit constituer une mer de relations et non un mur de retenue. Nous devons profiter du moment faste que le processus de paix entrepris au Moyen-Orient et l'ébauche d'une entente entre Israéliens et Palestiniens représentent pour ces relations. Pour nous, Espagnols, mais aussi pour d'autres Européens, les relations entre l'Union Européenne et le Maghreb sont une priorité qui devrait déboucher sur un partenariat généralisé. Les orientations prises à cet égard au Conseil Européen de Corfou sont encourageantes.

Il est évident que l'Europe doit également renforcer ses relations avec l'Amérique Latine. En effet, après avoir connu des moments politiques et économiques délicats dans les années 70 et 80, celle-ci se dirige avec aplomb vers un brillant avenir qui comporte également de nouveaux schémas d'intégration régionale.

Nous devons parfaire et enrichir l'éventail des relations existantes. L'Europe, tout comme l'Espagne, ne peut se contenter d'être simplement européenne. Elle doit aussi être transeuropéenne

Cette ouverture de l'Europe doit réserver une place de choix aux relations avec les Etats-Unis dont l'appui fut déterminant aux premières heures de l'intégration européenne. Aujourd'hui, les Etats-Unis sont l'un des principaux garants de la sécurité européenne et ils doivent continuer à l'être pour que le projet continue à avancer.

Aujourd'hui que la Guerre Froide est derrière nous, il est peu probable qu'une guerre totale se produise. Cependant, les possibilités de guerres locales en Europe et ailleurs ont augmenté.

Vu cette situation, l'Union Européenne et ses Etats membres doivent avoir une capacité d'action authentique sur la scène internationale. C'est dans ce sens que devrait s'orienter la Politique Etrangère et de Sécurité Commune.

Il faudrait surtout que nous mettions sur pied une diplomatie préventive pour éviter les dangers dérivant des possibilités accrues de conflits armés locaux. Pour ce faire, l'Union Européenne et l'Union de l'Europe Occidentale doivent développer leurs capacités diplomatiques, leurs possibilités d'aide humanitaire ainsi que tous leurs effectifs (si nécessaire, pour pouvoir intervenir dans des missions de paix). Les tragédies qui ont eu et continuent à avoir lieu en ex-Yougoslavie ne doivent plus se reproduire.

Je voudrais rendre hommage à l'effort international réalisé dans la région par les forces déployées sous l'égide des Nations Unies, et dont font partie des militaires espagnols qui y donnent, parfois au prix de leur vie, un exemple extraordinaire de service à la cause de la paix et de la reconstruction.

Pour construire cette Politique Etrangère et de Sécurité Commune dont nous avons un besoin impérieux, il faudra que nous fassions de grands efforts pour surmonter des traditions diplomatiques et des sensibilités différentes afin que cette construction repose sur des intérêts communs permettant aussi de forger des "solidarités politiques de fait" entre les Etats membres.

Je voudrais vous faire part de ma fierté quand j'ai vu, pour la première fois dans l'histoire, des soldats espagnols défiler le 14 juillet sur les Champs Elysées avec des soldats français, allemands, belges et luxembourgeois. C'est le symbole de temps nouveaux, d'une récupération historique que nous ne devons pas laisser échapper.

La capacité internationale de l'Union Européenne ne doit pas se limiter aux questions diplomatiques ou militaires, ni même commerciales ou de coopération économique et financière. L'Europe doit aussi avoir une capacité de dialogue avec d'autres cultures.

Indépendamment du fait de savoir quelle est la voie la plus adéquate pour parvenir à l'intégration, je suis convaincu que l'action extérieure de l'Union que nous sommes en train de construire --je dirais même d'inventer -- doit avoir un volet culturel prononcé. De plus, les nouveaux médias nous en donnent la possibilité.

"L'Europe n'est pas seulement un marché commun et le prix du charbon et de l'acier, c'est aussi et surtout, une foi commune et le prix de l'homme et de la liberté" écrivait Madariaga. Je ne pense pas que l'Europe puisse être l'Europe sans partager et défendre des valeurs

communes.

L'Europe des valeurs fait partie de l'idéal européen. La révision des textes légaux fondamentaux de l'union européenne, qui aura lieu en 1966, serait sans doute une bonne occasion pour consolider et renforcer cette Europe des valeurs.

Le moment est propice car quelques nuages ont fait leur apparition dans le ciel européen et projettent des ombres menaçantes sur notre projet. Je fais allusion à la xénophobie et au racisme. A nouveau j'insiste sur le fait que l'avenir et l'identité de l'Europe dépendent en grande partie de la façon dont nous traiterons "les autres" , de notre capacité de dialogue avec d'autres cultures, non seulement celle qui se trouvent au delà de nos frontières mais aussi de nos pays.

L'Europe a le devoir de parfaire les droits de l'homme tant en matière de contenu que de respect. Elle doit le faire en son sein mais aussi essayer d'ouvrir à l'extérieur des espaces de liberté, de façon graduelle et sur la base du respect du droit à être différent.

L'Europe et les Européens devons relever le défi de prendre la direction d'un monde plus solidaire, équilibré et harmonieux où nous nous sentions tous nécessaires et reconnus.

Un monde où une vie digne ainsi que le respect et l'égalité pour tous les hommes seront possibles.

Un monde où les individus, les entreprises et les institutions se sentiront responsables d'eux-mêmes et de leurs relations avec les autres et leur environnement naturel.

Un monde où l'on appréciera la mesure et la modération dans l'utilisation des ressources communes et la prudence face aux risques de certaines découvertes scientifiques.

Un monde où toutes les cultures seront considérées comme un bien commun et où nous serons tous animés du désir de préserver cette diversité enrichissante.

C'est un chemin qui mène à une nouvelle ère qui peut être une nouvelle Renaissance mais qui exige une véritable révolution spirituelle, morale, intellectuelle et institutionnelle. Une révolution de la tolérance, de l'ouverture, de l'humilité, de la générosité et de la compréhension.

Dans ce contexte, je voudrais lancer un appel à tous les intellectuels européens pour qu'ils apportent leurs idées et leurs efforts à la renaissance de cette Europe des valeurs, de l'Europe humaniste et humanitaire, de l'Europe de la liberté et de la démocratie.

Dans l'histoire de l'Europe, il y a moments cruciaux qui évoquent le présent et des précurseurs qui ont su distinguer, à leur époque, les chemins de l'avenir. L'un d'eux fut sans nul doute le patron de ce cours. Raymond Llull, que le Recteur Fragnière a évoqué de façon si éloquente.

Le majorquin Llull, philosophe, mystique et poète médiéval, fut un voyageur infatigable qui rêva de la synthèse spirituelle de l'Orient et de l'Occident, du Nord et du Sud. Il fut l'un

Désormais, nous devons avancer davantage et essayer d'accorder l'attention requise à tous ceux qui vivent en Europe et qui ne sont pas tous des citoyens européens. Je fais allusion à l'immigration.

Il existe une migration qui me paraît particulièrement triste et grave, c'est celle qui est la conséquence de l'exil ou de la condition de réfugié politique. Le nombre et la situation de ces réfugiés sur l'ensemble de notre continent, suite à des tragédies comme celles qui se sont produites dans l'ex-Yougoslavie ou en maints autres lieux, constituent l'un des plus grands drames de l'Europe actuelle.

C'est une tragédie que nous avons connue en Espagne et dont j'ai un souvenir personnel et familial. Ce spectre réapparaît, non plus dans nos sociétés de l'Union Européenne, mais cette fois dans les sociétés de certains de nos voisins. L'intégration européenne est née pour mettre fin aux affrontements et à l'exil entre ses Etats membres et au sein de chacun d'eux et elle a atteint son but. Elle doit cependant être renforcée et élargie au reste du continent et au delà.

L'intégration européenne doit signifier qu'il n'y aura plus de Goya ou d'Einstein contraints à l'exil à cause de leur condition ou de leurs idées. Dans ce sens, l'intégration européenne doit être synonyme de réconciliation des différentes parties de l'Europe, tout comme elle a contribué à la réconciliation interne de l'Espagne.

Cette réconciliation ne pourra être menée à bien que si l'Europe sert son idéal de paix et de prospérité mais cette fois à niveau continentale et même au delà. C'est un idéal que nous devons transmettre aux jeunes, il s'agit donc aussi d'un défi pour la génération de leurs parents, c'est-à-dire, ma génération.

J'avais six ans quand le débarquement allié a eu lieu en Normandie. Je n'ai vécu consciemment ni la Seconde Guerre Mondiale ni la Guerre Civile espagnole qui, dans une large mesure, l'annonçait. Cependant pour ma génération, la construction européenne, l'intégration de l'Espagne à ces nouveaux schémas, représentaient une aspiration qui venait de loin. Cette aspiration fut comblée il y a huit ans.

L'Espagne ne figure pas parmi les pays fondateurs de la Communauté Européenne mais elle est l'un des pays conscients de la nécessité de rénover cette Communauté, cette Union.

Nombreux sont ceux qui ont dit que l'intégration européenne, depuis la création de la CECA en 1951 jusqu'au Traité de Maastricht, a été l'une des grandes inventions politiques positives de ce siècle qui est sur le point de s'éteindre et qui a connu des moments très sombres. Ce modèle d'intégration qui représente une grande contribution non seulement pour l'Europe peut aussi servir d'exemple à d'autres régions du monde.

Le véritable secret du succès de cette invention est le supranationalisme. Cette forme d'intégration ne fait disparaître ni les nations, ni les patriotismes et moins encore les Etats. Le supranationalisme sert à modérer, tempérer les excès des nationalismes, à respecter autrui, en vertu de deux principes qui sont à l'origine de toute cette construction : la tolérance et le compromis.